

Désinvestissement des hydrocarbures : le mouvement se propage

Bernard Hudon

Number 793, November–December 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86715ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

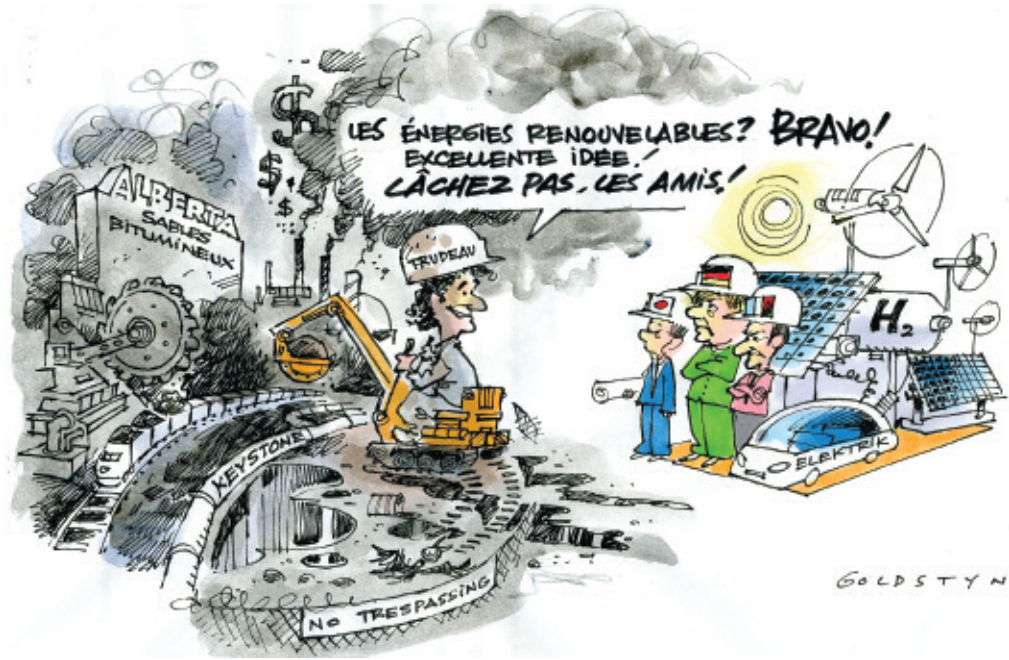
Hudon, B. (2017). Désinvestissement des hydrocarbures : le mouvement se propage. *Relations*, (793), 6–7.

Hommage à deux disparus

Deux voix majeures de l'engagement catholique pour le tiers-monde se sont éteintes au mois de juin dernier. Le 6 juin, le prêtre et sociologue belge François Houtart est décédé à l'âge de 92 ans, suivi le 8 juin du prêtre nicaraguayen Miguel d'Escoto, à 84 ans. Ce dernier, qui avait rejoint le mouvement sandiniste dans les années 1970, a été ministre des Affaires étrangères du Nicaragua de 1979 à 1990. Il a également présidé l'Assemblée générale de l'ONU en 2008-2009, où il a collaboré de près avec François Houtart, fondateur du Centre tri-continental (CETRI) et de la revue *Alternatives Sud* et figure de proue du mouvement altermondialiste ayant participé à la création du Forum social mondial à Porto Alegre. En novembre 2011, dans notre dossier sur la théologie de la libération (n° 752), il écrivait ces mots qui traduisent bien son engagement : « En d'autres mots, il nous faut contredire le capitalisme [...] pour construire, avec les milliers de mouvements sociaux et d'initiatives nouvelles, une autre logique sociale. C'est la seule manière de se mettre en correspondance avec la vision d'Isaïe : "les humiliés et les indigents qui cherchent de l'eau, mais vainement, et dont la langue est sèche de soif, moi, le Seigneur, je ne les abandonnerai pas." »

Ève Lamont, femme de mérite

En mai dernier, la Fondation Y des femmes a consacré la documentariste Ève Lamont « femme de mérite » pour l'année 2017, aux côtés de huit autres femmes. Lauréate dans la catégorie Éducation et information, Ève Lamont se voit récompensée pour l'ensemble de son travail, qui aborde de front les luttes sociales portant notamment sur des enjeux liés aux femmes, à la pauvreté, à l'exclusion et à l'exploitation sexuelle. Auteure de six documentaires – dont *Squat!* (2002), *Pas de pays sans paysans* (2005) et *L'imposture* (2010) –, elle a également cofondé Réalisatrices équitables, qui souligne cette année ses dix ans d'existence. Créé en 2007, l'organisme milite pour une répartition équitable pour les femmes des fonds publics destinés au milieu cinématographique. De 2011 à 2014, seulement 19 % des fonds destinés aux longs métrages de fiction ont été accordés à des réalisatrices.



DÉSINVESTISSEMENT DES HYDRO-CARBURES: LE MOUVEMENT SE PROPAGE

Un peu partout sur la planète, on saisit l'urgence de cesser d'investir dans les industries les plus polluantes.

Bernard Hudon

L'auteur, jésuite, est biologiste et collaborateur au Centre justice et foi

Au début du mois de septembre 2017, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) se réunissait à Montréal pour travailler à son sixième rapport, dont la publication est prévue en 2022. Profitant de son passage dans la métropole, des organisations comme Greenpeace, la fondation David Suzuki et Recycle ta Caisse ont tenu, le 8 septembre, une manifestation demandant à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) de retirer tous ses investissements de l'industrie des énergies fossiles. Au moment où un mouvement mondial de désinvestissement dans les hydrocarbures prend de l'ampleur, la CDPQ a augmenté en 2015 et 2016 ses investis-

sements dans ce secteur de centaines de millions de dollars. En 2016, ceux-ci s'élevaient à 16,7 milliards de dollars, représentant 6,2 % du portefeuille global de la Caisse, alors qu'ils en constituaient 4,9 % l'année précédente.

Les manifestants qui se sont rassemblés devant le bureau d'affaires de la CDPQ, à Montréal, refusent que « l'argent des travailleurs et des travailleuses du Québec prévu pour leur retraite serve à une industrie dont les conséquences affectent les conditions de vie des générations futures, et en premier lieu celles de nos enfants et petits-enfants », a affirmé Pierre Prudhomme, du Mouvement des travailleurs chrétiens, qui prenait part à l'événement.

Dans de nombreux pays industrialisés, le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles fait son chemin de manière inéluctable, motivé par les récentes ententes internationales sur le climat, dont l'Accord de Paris conclu en novembre 2015. Déjà, des institutions financières de plusieurs pays ont emboîté le pas au mouvement, dont d'importants fonds de retraite californiens et le plus grand fonds souverain au monde, basé en Norvège.

L'Université Laval est devenue la première université au Canada à prendre la décision d'adhérer à ce mouvement, le 15 février dernier. Des mouvements étudiants en faveur du désinvestissement existent également au sein de l'Université de Montréal, de McGill et de l'Université de Sherbrooke; la direction de cette dernière est présentement en réflexion sur

le sujet. Par ailleurs, *Le Devoir* rapportait fin août que le Mouvement Desjardins est sous pression de la part de plusieurs Premières Nations afin qu'il retire son financement du projet de pipeline Trans Mountain, de la compagnie Kinder Morgan, en Colombie-Britannique. Auparavant, Desjardins avait annoncé en juillet un moratoire sur de nouveaux investissements dans des projets d'oléoducs, sur lesquels l'institution financière devrait statuer cet automne.

Aux États-Unis, plusieurs universités ont déjà fait le choix du désinvestissement des énergies fossiles et l'idée chemine dans le monde chrétien. De notre côté de la frontière, les jésuites du Canada anglais ont à leur tour annoncé, en octobre 2016, qu'ils sortiront d'ici cinq ans de leur portefeuille leurs avoirs dans le secteur des énergies fossiles. Cette politique vaudra pour la nouvelle province qui sera créée en juillet 2018 et qui réunira l'actuelle province du Canada anglais et celle du Canada français et d'Haïti. Depuis, les jésuites italiens et australiens ont fait de même, stimulés par l'encyclique écologique *Laudato si'* du pape François.

L'humanité fait face à un défi majeur. Plusieurs, dont le pape François, critiquent les tergiversations des États. Globalement, les sociétés constatent le problème mais ne veulent pas encore changer le système économique. Ici, au Canada, le gouvernement Trudeau continue de vouloir développer des infrastructures de production et de transport d'hydrocarbures pour encourager l'industrie albertaine du pétrole, alors que les impératifs liés aux changements climatiques exigent de laisser cette ressource sous terre si on souhaite limiter la hausse de la température du globe à 2°C. La nécessaire transition énergétique exige de développer rapidement des sources d'énergie renouvelables. Déjà, certains villages allemands et l'État du Vatican ont un bilan énergétique positif, c'est-à-dire qu'ils produisent, à partir de sources renouvelables, plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Les panneaux solaires, par exemple, sont de plus en plus rentables.

En ce sens, la campagne de désinvestissement contribue à la prise de conscience de l'urgence d'agir. La Grande-Bretagne a annoncé l'été dernier qu'elle interdira les voitures à essence ou à diesel

d'ici 2040. En effet, le prix des batteries aux ions de lithium a connu des baisses allant jusqu'à 73% depuis 2010 et on prévoit que cette tendance se maintiendra dans les deux prochaines décennies, de sorte que les véhicules électriques pourraient se vendre au même prix que les véhicules à combustibles fossiles d'ici 2025, et à prix inférieur par la suite. Enfin, notons que le jour même de la manifestation du 8 septembre dernier, à Montréal, Michael Sabia, président de la Caisse de dépôt et placement, a affirmé qu'il n'écartait pas la possibilité d'un moratoire sur les investissements dans l'industrie pétrolière. Est-ce le début d'une prise de conscience? C'est à suivre. ☺

LA SANTÉ, SOLUBLE DANS LES PESTICIDES?

Devant le danger que représentent les pesticides à base de glyphosate pour la santé et l'environnement, les pouvoirs publics s'esquivent.

Louise Vandelac et Marie-Hélène Bacon

Les auteures sont respectivement professeure titulaire à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM et chercheuse au GRETESS de l'UQAM

En 40 ans, 61% des oiseaux chanteurs du Canada ont été décimés et 1,2 million de plus meurent chaque année, notamment à cause de l'usage des pesticides – et l'hécatombe s'accélère. Car en détruisant toutes les « mauvaises herbes » et les insectes pollinisateurs indispensables aux cultures, l'usage intensif des pesticides, sous contrôle des multinationales des semences et des OGM, menace des pans entiers de la biodiversité, voire de l'alimentation et de la santé.

Que font les pouvoirs publics? Dans le cas des pesticides les plus utilisés au monde, à savoir les herbicides à base de glyphosate (HBG), dont le plus connu est le Roundup, produit phare de Mon-

Médicaments trop chers

Mandaté en 2016 pour évaluer les coûts liés à la création d'un régime d'assurance médicament pancanadien, le directeur parlementaire du budget de la Chambre des communes a rendu public son rapport en septembre dernier, dans lequel il conclut qu'un tel régime permettrait de faire d'importantes économies dans les dépenses des médicaments d'ordonnance, soit environ 4,2 milliards de dollars annuellement. Les patients verraient quant à eux leurs dépenses pour ce type de médicaments diminuer de 69% à 100%, selon leur niveau d'admissibilité aux exemptions de contribution. Dans la foulée de ce rapport, la Coalition solidarité santé, un regroupement de syndicats et d'organismes communautaires québécois, souhaite sensibiliser la population aux inégalités qu'induit le régime d'assurance médicaments hybride public-privé au Québec. Elle rappelle que les Québécois paient les médicaments sur ordonnance 35% plus cher que la moyenne des autres pays de l'OCDE et milite pour un régime d'assurance médicaments entièrement public (voir <remedeauxcoupures.cssante.com>).

santo, ils en encouragent l'utilisation. À l'échelle mondiale, ses usages sont passés de 3200 tonnes par an en 1974 à 825 000 tonnes en 2014. Ils ont été multipliés par 100 depuis 1974 aux États-Unis et, au Québec, par presque 6 depuis 1992. L'introduction, en 1996, des OGM de soja, de maïs et de canola, conçus pour absorber ces herbicides sans en mourir, a fait exploser l'usage de ces produits dans pratiquement toutes les cultures.

Peut-on alors s'étonner que le glyphosate soit présent dans les trois quarts des échantillons d'eau de pluie et d'air analysés d'une région de grande culture aux États-Unis¹ et dans tous les cours d'eau des zones agricoles intensives du Québec? Ces résultats inquiètent, surtout quand on sait qu'au Québec, les seuils permis de glyphosate dans l'eau potable sont 2100 fois supérieurs à ceux autorisés en Europe. En effet, même aux très faibles doses permises en Europe, des effets significatifs du glyphosate sur la santé (tumeurs et problèmes aux reins et au foie) ont été observés lors d'une étude de deux ans menés sur des rats². De plus, le